

Un referendum veut arreter les frais à la Maison des associations

VILLE DE GENÈVE • *Les radicaux et les libéraux en appellent au peuple pour qu'il dise non au récent crédit de 1,5 million voté par le Conseil municipal.*

MARCO GREGORI

« **A**vec votre argent, la gauche offre des locaux luxueux à ses copains! Avec votre argent, ils militent contre l'armée, pour la libéralisation de la drogue et les droits des squatters. Les subventions ne leur suffisent plus; ils veulent des immeubles. » L'argumentaire radical-libéral sur le référendum contestant la récente volonté émise par une très large majorité du Conseil municipal de la Ville de Genève ne laisse planer aucun doute: selon les radicaux et les libéraux, en se portant acquéreur de la dernière partie des locaux de feu le journal *La Suisse*, pour les mettre à la disposition de la Fondation pour l'expression associative (FEA), la Ville se livrerait à une politique des petits copains. D'où le référendum.

TOUS DES GAUCHISTES

Celui-ci a comme premier résultat de mettre à la conditionnelle le crédit de 1,53 million voté le 13 septembre dernier par les démocrates-chrétiens, les Verts, les socialistes et les deux fractions de l'Alliance de gauche. Un vote que le conseiller municipal libéral Mark Muller définit comme «une véritable provocation». Il s'en explique: «Toutes les associations de la Maison des associations alimentent de propositions les conseillers municipaux de l'Alternative. Nous n'avons rien contre, pour autant que cela ne se produise pas avec l'argent du contribuable.» En cause: le processus de sélection des occupants de la Maison des associations, jugé «anti-démocratique». Celui-ci aurait comme conséquence de ne faire entrer dans les locaux de *La Suisse* «des as-

sociations d'obédience gauchiste» exclusivement.

«Les critères d'entrée regroupent quatre thèmes: défense des droits de l'homme, développement durable, respect de l'environnement, volonté de promouvoir la paix et le désarmement. S'agit-il de combat exclusivement de gauche ou devraient-ils intéresser tout le monde?», s'interroge Gianfranco Fattorini, membre du Conseil de la FEA. Le conseiller municipal radical Bernard Lescaze pourrait lui rétorquer que les critères d'attribution ne comprennent pas des valeurs comme le respect des traditions genevoises. «Et pourquoi pas, reprend M. Fattorini, si celles-ci sont menacées, cela entre précisément dans le cadre de la défense des droits de l'homme.»

«MONTAGE BANCAL»

On pourrait continuer à disserter à l'envi sur la portée politique de la Maison des associations, s'il ne fallait pas également aborder la question financière. «Le montage financier est bancal», s'exclament en chœur libéraux et radicaux. Selon eux, la faiblesse financière de la FEA est patente et risque d'entraîner des demandes supplémentaires à l'intention des pouvoirs publics. Ce serait d'autant plus regrettable que entre Ville et Etat, et pour autant que le dernier crédit ne passe pas sous les fourches caudines du référendum, auront injecté plus de 5,2 millions de francs dans l'opération, pour l'achat de locaux ou leur rénovation. Sans compter une garantie de déficit de 3,5 millions votée en juin dernier par le Grand Conseil. Dans cet ordre d'idée, Bernard Lescaze a du mal à avaler que les locaux encore à acqué-



En mettant les anciens locaux de «La Suisse» à disposition de la FEA, la Ville se livrerait à une politique des petits copains, selon la droite genevoise.

J.-L. PLANTÉ

rir, les 11-17 rue des Savoies, soient gratuitement mis à la disposition des locataires pendant vingt-huit ans, en raison de la plus-value qu'apportent les travaux. D'ailleurs, renchérit le libéral Pierre de Freudenberg, «je ne suis pas sûr que la Ville réalise une très bonne opération foncière. Car le prix du mètre carré doit se situer autour des 2000 francs.»

Bonne affaire ou pas, l'argument reste anecdotique en regard de l'enjeu de la Maison des associations en tant que telle. Radicaux et libéraux le

reconnaissent volontiers. Mais tous n'ont pas leurs états d'âme. Ainsi, Gianfranco Fattorini signale que la Loterie romande n'a pas fait tant de scrupules avant d'accorder 900 000 francs sous forme de dons. 650 000 francs pour les deux salles de conférences et 250 000 francs pour la cafétéria. Du coup, bien que considérant ce référendum comme «très ennuyeux», M. Fattorini rappelle que les trois quarts des locaux sont déjà occupés, la Maison des associations étant donc déjà une réalité.

Le cas échéant, c'est sur ce deuxième volet - qui doit encore être discuté par les députés - que la droite eût, peut-être, pu être légitimée à lancer son référendum.

Et, avec la Maison des associations, on s'attaque, une fois de plus, aux acteurs les plus faibles de la vie de cette cité. Des militants qui, jour après jour, avec des bouts de bois, tentent d'améliorer quelque peu l'état de ce monde.

Contrairement à ce qu'affirme de façon mensongère le tract de lancement du référendum - qui met en avant les associations les plus politisées ou œuvrant sur des terrains sensibles comme la drogue - le gros des acteurs présents à la Maison des associations ne sont pas uniquement ancrés à gauche. Défendre les droits des Tibétains n'est ni de gauche ni de droite mais de la démocratie élémentaire. Idem pour la lutte contre la torture ou pour vaincre l'illettrisme.

Mais, chez les laders radicaux et libéraux - le PDC a eu l'intelligence du cœur dans cette affaire - mettre à disposition un lieu pour que ces activités puissent s'exercer dans de conditions correctes - ceux qui parlent de «locaux luxueux» se moquent du monde - est encore trop.

Il est vrai que ceux qui affouagent habituellement ces milieux, le monde des affaires et de la construction, n'a rien à gagner dans cette affaire. Au contraire de Palexpo où 230 millions sont allègrement jetés dans la corbeille de la mariée pour que le béton coule à flot.

Elle est là, la «politique des petits copains» stigmatisée par le tract populiste rendu public hier. Libéraux et radicaux sont pour le moins malvenus de ramener leur morale en politique. Ils n'ont guère de leçons à donner en la matière.

On ne peut s'empêcher de penser que le ton ordurier du libellé de ce référendum lorgne du côté de l'UDC. Bis repetita placent: les élections approchent... Rappelons que pour manger avec le diable, mieux vaut avoir une longue cuillère. Et qu'à force de donner des gages à cette rhétorique nauséuse, les partis de droite vont se faire manger tout cru par plus démagogiques qu'eux.

Gesticulations préélectorales

PHILIPPE BACH

Après le référendum contre la 7^e hétérogène, lancée par les deux partis centristes, voici donc le référendum municipal, initié par les libéraux et les radicaux. A droite, surtout du côté des personnes guère convaincues par le contenu de ces deux démarches, on invoque la nécessité pour l'Entente de jouer son rôle d'opposition.

Fort bien. Sauf que c'est sans doute un peu tard. Lors de la pantalonnade qu'a été l'ère monocolore, les partis de gauche avaient immédiatement actionné les instruments de la démocratie directe. Dans ce cas d'espèce, la démarche d'opposition tient plus de la gesticulation préélectorale. Il faut bien montrer que la droite existe; d'autant plus que le bilan de la gauche n'est pas calamiteux.

Outre le côté quelque peu incantatoire de la démarche, sur le fond, on reste accablé devant le niveau des arguments invoqués.

Sur la 7^e hétérogène, tout d'abord. Avec la suppression des notes dans les degrés primaires, il est de fait beaucoup plus logique d'enciencher le processus d'orientation au Cycle. Ce qui suppose, en tous les cas, une 7^e hétérogène.

Le débat sur les deux autres degrés est légitime. D'autant plus que l'hétérogénéité peut aussi être appliquée de manière élitaire. Une école à la carte n'est pas forcément plus démocratique (mais l'égalité des chances n'est sans doute pas le souci premier des référendaires).

“ Le Courrier
22 Sept. 2000